

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE  
N°IC 2003/9489  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1°, 2170 2. de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2009, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU le récépissé de déclaration du 5 septembre 1979, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « MARSOIN Eugène » (*repris en 1994 dans le cadre du « G.A.E.C. DE GUERVELAN (GALLAIS° », puis avec transfert par E.A.R.L. COJEAN »*) relatif à l'exploitation en MERLEAC au lieu-dit « Guervélan » d'un élevage avicole de 19000 animaux équivalents (*poules pondeuses*) ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2000, modifié le 5 avril 2007, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. COJEAN », autorisant l'exploitation en LE QUILLIO au lieu-dit « Le Bôlu » d'un élevage avicole de 56900 animaux équivalents (*poulettes démarrées*);

VU la demande présentée le 20 novembre 2007, modifiée, par l'installation classée « **E.A.R.L. COJEAN (Christophe)** », sise « Le Bôlu » en LE QUILLIO, en vue de la restructuration externe avec augmentation du cheptel d'un élevage avicole autorisé de 84950 animaux équivalents (*poulettes démarrées*) en LE QUILLIO au lieu-dit « Le Bôlu » (Sections ZC N° 144 et 109 b), avec mise à jour du plan d'épandage et la construction d'une poussinière de 1700 m<sup>2</sup> avec un magasin, ainsi que l'agrandissement d'une unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures produits à partir des fumiers compostés (*une fumière couverte de 422 m<sup>2</sup>*) ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations (*avis favorables*) des conseils municipaux de GRACE UZEL - MERLEAC - LE QUILLIO - SAINT GUEN - SAINT THELO ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 12 mai 2009 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 29 mai 2009 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST ;

CONSIDERANT qu'aucun périmètre de protection réglementaire n'est concerné par le plan d'épandage ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de UZEL, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que (*sur la base de 256666 poulettes/an sur les 2 sites*) l'exploitation produit globalement 25341 UN (*4038 UN bovin + 21303 UN volaille*) et 19424 UP2O5. La totalité des déjections avicoles sera compostées et le dossier prévoit un abattement de 30 % de l'azote, soit au total 6391 UN éliminées par ce procédé. Il restera donc 18950 UN et 19424 UP2O5, qui seront gérées de la façon suivante : 11911 UN et 14145 U P2O5 seront reprises par la société TERRIAL ; 7039 UN et 5279 UP2O5 seront épandues sur 55,14 Ha de terres en propre, soit une charge azotée de 127,7 UN/ha ;

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique est de 95,7 UP2O5/ha (*pétitionnaire*) ;

CONSIDERANT que la totalité des fumiers de l'élevage avicole sont compostés et normalisés dans l'unité de fabrication d'engrais annexée à l'élevage du « Bolu » ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 9 février 2009 avec la Société « TERRIAL » (35170 – BRUZ) - Effectif concerné : 205012 poulettes produites au sol (2006) - Tonnage concerné 299 T d'engrais ou amendement organiques - La valeur en N transférée (11911) tient compte de l'abattement de 30% ;

CONSIDERANT qu'il s'agit de la reprise et du transfert de 19000 poules pondeuses (6631 UN) précédemment exploitées par M. Patrice GALLAIS en MERLEAC. Il s'agit d'un projet de restructuration externe. Les sites sont situés en Z.E.S. et sont autorisés au titre des I.C.P.E. La restructuration est autorisée par le contrôle des Structures (*C.D.O.A. du 24 avril 2007*) : le prélèvement sera de 10%, soit 663 UN qui seront versées dans la réserve intercantonale. Il reste donc 5968 UN rapatriables, ce qui correspond à la production annuelle de 57600 poulettes ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire souhaite rapatrier les 19 000 poules pondeuses de « Guervelan » au « Bolu » ;

CONSIDERANT que la fumière de 202 m<sup>2</sup> déclarée et autorisée en 2002 sera désormais affectée au stockage de la paille. Le pétitionnaire construit une nouvelle fumière couverte de 420 m<sup>2</sup> ainsi qu'une aire bitumée de 506 m<sup>2</sup> pour le compostage des fumiers. Le produit fabriqué répondra à la norme NFU 42 001. L'intégralité des fumiers des deux élevages avicoles y sera compostée. La quantité de fumier à traiter annuellement est de 534 tonnes. La production de compost est estimée à 374 t/an soit 1,1 tonne/jour ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire prévoit des plantations entre les voisins les plus proches et l'unité de compostage ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

#### - A R R E T E -

##### ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

**A.** - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. COJEAN (Christophe) », sise en LE QUILLIO au lieu-dit « Le Bôlu », à installer et exploiter à la même adresse (sections ZC N° 144 et 109 b) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité maximale de 84950 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : *84950 poulettes démarrées* sous réserve que la rotation des bandes sur le(s) poulailler(s) permette de limiter la quantité d'azote produite à 16 522 unités par an

**B.** - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1,1 tonne par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1°, 2170 2. de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

##### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé.

## 2.1. AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DES BATIMENTS :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 4200 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues

## 2.2. - SECURITE :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type C. Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.



## *2.3. - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.*

L'éleveur est soumis au présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie de matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

### *2.3.1 - Dispositions générales*

#### *2.3.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration*

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

2.3.1.2. L'unité de fabrication d'engrais organique devra être réalisée et mise en service au plus tard 6 mois après la date du présent arrêté.

#### *2.3.1.3. Modifications*

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### *2.3.2 - Implantation - aménagement*

#### *2.3.2.1. Règles d'implantation*

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

a) à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

b) à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

c) à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages

#### *2.3.2.2. Intégration dans le paysage*

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

#### *2.3.2.3. Interdiction d'habitation au-dessus des installations*

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

#### *2.3.2.4. Accessibilité - voie de circulation.*

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

#### 2.3.2.5. Installation de compostage

2.3.2.5.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

2.3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par les normes NFU-42 001.

2.3.2.5.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche d'une surface offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

2.3.2.5.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

2.3.2.5.5. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.2.5.6. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

2.3.2.5.7. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

2.3.2.5.8. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

2.4.2.5.9. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

#### 2.3.2.6. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

### 2.3.3 - Exploitation - entretien.

#### 2.4.3.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

#### 2.3.3.2. Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

#### 2.3.3.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

2.3.3.3.1. Le process doit respecter le cahier de charges « Compostage de fumier de volailles » élaboré par le Groupe Interprofessionnel *Volailles de Chair* en Bretagne qui comprend, entre autres, un minimum de deux retournements, un maintien d'une température supérieure à 55° C pendant 15 jours ou de 50° C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit également disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (*J correspondant au jour de chaque retournement.*)

- a) 1ère mesure à J + 2 jours
- b) 2ième mesure à J + 5 jours
- c) 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

2.3.3.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- a) la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- b) l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- c) les dates d'entrée en compostage (*correspondant au 1er retournement*),
- d) les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- e)- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- f) les dates des retournements ultérieurs,
- g) la date de l'entrée en maturation,
- h) le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

2.3.3.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

2.3.3.3.4. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

2.3.3.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

2.3.3.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

#### 2.3.3.4 Utilisation du compost.

- Compost utilisé comme produit commercial destiné à être mis sur le marché

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 2.3.4

#### 2.3.4. Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché pour 294 tonnes de produits normalisés par an, soit 11911 unités d'azote.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m<sup>3</sup>,
- e) le nom du transporteur,



f) les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m<sup>3</sup>, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### 2.3.5. - *Prévention des risques incendie.*

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (*bouches, poteaux, ..*) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à prévenir ;

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

#### 2.3.6. - *Air - odeurs.*

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

#### ARTICLE 3 - MTD

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### ARTICLE 4 - « RESORPTION :

18965 unités d'azote seront comptabilisées en résorption :

- abattement: 663 UN,
- compostage: 6391 UN,
- transfert dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par ha: 11911 UN.

#### ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

#### ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LE QUILLIO pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LE QUILLIO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 5 septembre 1979, du 6 juillet 2000 et du 5 avril 2007.

ARTICLE 9 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LE QUILLIO, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de GRACE UZEL - MERLEAC - SAINT GUEN - SAINT THELO - SAINT CARADEC .

SAINT-BRIEUC, le 21 JUIL. 2009

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérourx